

## Montpellier : violente expulsion illégale d'un squat par le voisinage

Date : 22-05-2021



**En 2021, la police n'a même plus besoin d'intervenir pour expulser des bâtiments occupés, les riverains auto-gèrent la répression.**

Plus tôt dans la semaine, nous sortions un article nommé « [La France est un pays de flics](#) », et cette affaire ne fait que confirmer les propos de notre tribune. Ce samedi 22 mai, vers 18 h, les occupants d'un squat du quartier de Près d'Arènes reçoivent une étrange visite. Installés depuis le 15 mai, ces derniers sont dans leurs droits et une potentielle expulsion serait illégale. Et pourtant, une équipe de dix à quinze personnes menée par le voisin mitoyen commence à vouloir défoncer la porte et rentrer par le balcon pour chasser les occupants. Les riverains sont accompagnés d'un homme en civil qui déclare être policier et que le logement appartient à sa grand-mère, ainsi que d'un autre homme identifié comme présent lors de l'expulsion de l'Hôtel des Cévennes (squat antifasciste Cévenol attaqué par des militants d'extrême droite). Ils crient à plusieurs reprises « *C'est notre quartier, vous n'avez rien à faire ici* ». Très vite, les menaces de mort et de séquestration fusent à l'encontre des squatteurs, et les coups partent. Plusieurs occupants s'en sortiront avec des blessures légères, comme une lèvre ouverte ou des plaies en surface.

Et la police dans tout ça ? Contactés par l'un des occupants pour signaler son agression, le standard du commissariat aurait répondu : « *C'est pour une expulsion de squat ? On va voir ce*

*qu'on va faire pour aider le propriétaire .»* Finalement pas besoin, les riverains ont déjà effectué le sale boulot.

Avec une telle poussée de vigilantisme aux relents collabos dopée par le discours sécuritaire ambiant, des fois on se demande si les flics ne vont pas finir par se retrouver au chômage technique...

Pour rappel, il existe entre 10 000 et 12 000 logements inoccupés à Montpellier selon l'INSEE. Face aux taudis insalubres et aux loyers trop cher, une seule solution : réquisition des logements vides !